

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI n° 71 STRASBOURG

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice 2025



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

**7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6**

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI N° 71 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les Comptes Annuels

Exercice 2025

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice 2025

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Consommation d'Alsace & du Grand Est, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans les notes 3 et 4 du point(1). Informations générales de l'annexe des comptes annuels.

Observation sur les méthodes comptables- changement de réglementation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations exposées dans la note 4 du point(2). « Règles et Méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, concernant le changement de méthodes comptables résultant de l'application du règlement ANC 2022-06.

III. Justification des Appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe des comptes annuels précise les modalités d'évaluation des immobilisations corporelles et des dettes financières ; nous avons procédé à l'appréciation de la méthodologie retenue par votre association et avons vérifié par sondages, sa correcte application.

Nous avons également vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels 2025.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes, la direction de votre association, nous a indiqué qu'ils feront, le cas échéant, l'objet d'une communication à l'assemblée des adhérents appelée à statuer sur les comptes.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ASSOCIATION, RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement de ces comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association la Chambre de Consommation d'Alsace & du Grand Est à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider cette société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre Association.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur ces comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent

provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si ces comptes reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

STRASBOURG, le 07 mai 2026

MAGAR AUDIT & ASSOCIES
Le Commissaire aux Comptes,

Richard PATTA

EXERCICE 2025

du 1^{er} janvier 2025

au 31 décembre 2025

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

7, rue de la Brigade Alsace-Lorraine - B.P. 20006 - 67064 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 15 42 42 (*Bas-Rhin*) / 07 49 10 67 55 (*Haut-Rhin*)

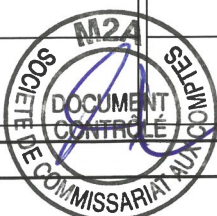
Site Internet : <http://www.cca.asso.fr>

Courriel : contact@cca.asso.fr

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

BILAN-ACTIF en EURO

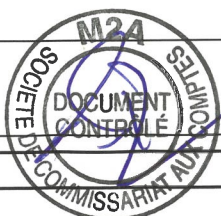
Intitulé	Brut	Amortissement	01/01/25 - 31/12/25	01/01/24 - 31/12/24
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	8 375,90	4 818,25	3 557,65	
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Terrains	4 573,47		4 573,47	24 173,47
- Constructions	122 971,88	103 694,72	19 277,16	182 868,60
- Installations techniques matériel et outillage				
- Immobilisations corporelles en cours	54 099,94	53 780,84	319,10	551,96
Immobilisations financières				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
- Participations mises en équivalence				
- Autres participations	100,00		100,00	100,00
- Créances rattachées à des participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres immobilisations financières				
Total I	190 121,19	162 293,81	27 827,38	207 694,03
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
Stocks et en-cours				
Créances				
- Clients et comptes rattachés				
- Autres créances	86 784,92		86 784,92	80 421,37
- Capital souscrits appelé, non versé				
Divers				
- Valeurs mobilières de placement				
- Disponibilités	159 624,85		159 624,85	494,86
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
- Charges constatées d'avances	3 308,64		3 308,64	2 182,29
Total II	249 718,41		249 718,41	83 098,52
- Frais d'émission des emprunts (III)				
- Primes de remboursement des emprunts (IV)				
- Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	439 839,60	162 293,81	277 545,79	290 792,55



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

BILAN-PASSIF en EURO

Intitulé	01/01/25 - 31/12/25	01/01/24 - 31/12/24
<u>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</u>		
- Fonds propres avec droit de reprise		196 000,00
- Autres fonds propres sans droit de reprise	196 000,00	
Réserves		
- Réserves statutaires ou contractuelles		65 717,64
- Autres réserves	65 717,64	65 717,64
- Report à nouveau	-178 068,68	-168 997,46
- Excédent ou déficit de l'exercice	76 914,80	-9 071,22
- Subventions d'investissement	8 781,25	9 878,87
- Provisions réglementées		
Total I	169 345,01	93 527,83
<u>FONDS REPORTES ET DEDIES</u>		
- Produits des émissions de titres participatifs		
- Avances conditionnées		
Total II		
<u>PROVISIONS</u>		
- Provisions pour risques		
- Provisions pour charges		
- Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	33 500,00	33 500,00
Total III	33 500,00	33 500,00
<u>DETTES</u>		
- Emprunts obligataires convertibles	9 444,27	25 540,89
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		93 093,72
- Emprunts et dettes financières divers		75,00
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
- Dettes fiscales et sociales	36 374,25	32 011,45
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
- Autres dettes	12 608,57	12 726,60
- Produits constatés d'avance	16 273,69	317,06
Total IV	74 700,78	163 764,72
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
- Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	277 545,79	290 792,55



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

COMPTE DE RESULTAT en EURO

Intitulé	01/01/25 - 31/12/25	01/01/24 - 31/12/24
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
- Cotisations	7 220,00	6 970,00
Ventes de biens et services		
- Ventes de biens	802,66	1 440,51
- Ventes de prestations de service	199 769,08	173 013,58
Chiffre d'affaire net	207 791,74	181 424,09
- Production stockée		
- Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
- Concours publics et subventions d'exploitation	153 027,32	153 034,79
- Dons manuels	207,00	233,50
- Reprise sur amort., provisions et transfert de charges		192,20
Autres produits de gestion courante		
- Autres produits	7 297,32	7 015,32
- Produits des cessions d'éléments d'actif	255 000,00	
Total I	623 323,38	341 899,90
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
- Achats de marchandises (y compris droits de douanes)		
- Variation de stock		
- Autres achats et charges externes	66 575,52	65 894,29
- Impôts, taxes et versements assimilés	5 066,17	6 313,39
- Salaires et traitements	216 247,98	208 405,29
- Charges sociales	73 004,40	64 435,44
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 755,45	7 576,23
- Dotations aux provisions		
Autres charges de gestion courante		
- Autres charges	416,68	218,43
- Valeur comptable des éléments d'actif cédés	180 996,20	
Total II	545 062,40	352 843,07
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	78 260,98	-10 943,17



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST
COMPTE DE RESULTAT en EURO

Intitulé	01/01/25 - 31/12/25	01/01/24 - 31/12/24
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
- Autres intérêts et produits assimilés	764,96	2,88
- Reprise sur provisions et transferts de charges		
- Produits nets sur cession de valeur mob. de placement		
Total III	764,96	2,88
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
- Dotations aux amortis., aux dépréciations et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées	2 111,14	4 378,47
- Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	2 111,14	4 378,47
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 346,18	-4 375,59
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	76 914,80	-15 318,76
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
- Sur opérations de gestion		2 924,92
- Sur opérations en capital		3 362,62
- Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges		
Total V		6 287,54
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
- Sur opérations de gestion		40,00
- Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Total VI		40,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		6 247,54
- Participations des salariés aux résultats (VII)		
- Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	624 088,34	348 190,32
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	547 173,54	357 261,54
EXCEDENT OU DEFICIT	76 914,80	-9 071,22
<u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
- Bénévolat	30 680,10	32 836,32
TOTAL	30 680,10	32 836,32
<u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
- Personnel bénévole	30 680,10	32 836,32
TOTAL	30 680,10	32 836,32



I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1) IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

La *Chambre de Consommation d'Alsace* (CCA) est née en décembre 1970 ; face à la complexité croissante des problèmes liés à la consommation, elle était destinée à promouvoir des moyens collectifs d'analyse, de contrôle et de défense et asseoir la légitimité des consommateurs aux côtés des chambres consulaires existantes (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre d'agriculture, Chambre des métiers).

En 1974, la CCA publie les premiers numéros du magazine *Le Consommateur d'Alsace*.

En 2019, elle étend son champ d'action au territoire de la Grande Région et prend le nom de *Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est* (CCA-GE).

En 2020, elle subit de plein fouet la crise sanitaire et adopte une politique d'économies drastiques : suppression de postes, de locaux, du journal *Le Consommateur d'Alsace*...

L'Association a pour objet :

1. d'être un outil à la disposition des consommateurs, de leurs mouvements et de toutes les collectivités, pour promouvoir et réaliser toutes actions destinées à informer, former et défendre les consommateurs et les usagers de l'activité économique, sociale, culturelle, environnementale et écoresponsable, de créer et de mettre à leur disposition les moyens susceptibles de développer leur action propre, tels que :
 - assistance juridique,
 - documentation,
 - formation technique,
 - études techniques et économiques,
 - sensibilisation aux problèmes de consommation et d'environnement ;
2. d'obtenir l'agrément des pouvoirs publics pour représenter et promouvoir les fonctions de consommation et d'usage au même titre que les organismes consulaires représentant les fonctions de production et de distribution ;
3. de fournir à ses adhérents les services correspondant aux missions de CTRC (Centre technique régional de la consommation) : appui juridique, formation, documentation.

2) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. Au niveau de la CCA-GE

- Comptabilisation de **2 582 heures de bénévolat**, valorisées à 30 680,10 €, réparties sur 40 personnes.
Les constats réalisés en 2024 restent d'actualité en 2025 : plusieurs bénévoles ont mis fin à leur mandat par choix ou pour raisons de santé et la Chambre de Consommation peine à susciter de nouvelles vocations.
- **Sur le plan social**, l'équipe salariée est stabilisée avec 7 collaborateurs. Mais il a fallu procéder à deux nouveaux recrutements en 2025 : l'un pour le poste de juriste suite à démission, le second pour le poste de chargé d'animation suite à un départ en congé de maternité.

2. Au niveau des partenaires

- Nécessité pour les conseils départementaux et régionaux de réaliser des économies à grande échelle suite au désengagement de l'Etat ; il en résulte une quasi-impossibilité d'obtenir un soutien financier de la part de ces collectivités.
- Appui de l'Eurométropole de Strasbourg pour la création d'un service de prévention et traitement des litiges en matière de rénovation énergétique, dans un objectif de lutte contre les fraudes, après la fermeture de l'Espace Conseil France Rénov ; le service a pris ses marques en 2025 et posé les jalons d'un développement prometteur.
- Obtention d'un co-financement de la part du FSE+ (Fonds social européen) géré par la Région Grand Est à hauteur de 50 000 € pour le développement de la plateforme zigetzag.info.

- Signature très tardive (septembre 2025) de la convention avec l'INC - Institut National de la Consommation - pour le financement par l'Etat des missions de Centre technique régional de la consommation et pour la première fois exigence de justificatifs des actions (notamment une fiche par contact pour l'accompagnement juridique des associations) dont la complétude et la transmission ont nécessité une mobilisation très importante d'une partie de l'équipe en décembre.

3. **Vente des locaux de la Krutenau** (5 rue des Balayeurs à Strasbourg) apportés par la Fédération des associations du Mouvement familial d'Alsace (MFA) en décembre 2020 pour un montant de 255 000 €, frais d'intermédiaire compris.

4. Avenir de la Chambre de Consommation

- Réalisation et finalisation d'un DLA (Dispositif local d'accompagnement) grâce au soutien de France Active Alsace.
L'objectif était double : questionner le modèle économique de la CCA-GE et définir une vision stratégique et des axes de développement. La mission a été confiée au prestataire MJ2N Conseil, choisi pour sa proximité et ses expériences passées. 9 réunions avec la Direction, l'équipe salariée et les associations membres ont permis de dégager des pistes de consolidation de l'existant et de diversification du modèle économique. Un premier levier a fait l'objet d'une mise en œuvre début 2026.
- Signature en octobre 2025 d'une convention pluriannuelle d'objectifs sur la période 2026-2028 avec l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg pour la réalisation d'actions en matière d'éco-consommation (eau, déchets, achats responsables, gaspillage alimentaire, énergie).
- Obtention d'un nouvel agrément Santé au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique après 3 ans de bataille avec l'ARS Grand Est (Arrêté ARS Grand Est n°2025-3977 du 17 novembre 2025).
- Annonce de la dissolution de l'INC dans le projet de loi de finances pour 2026, qui ne présage rien de bon pour le consumérisme en général, les CTCR&SRA en particulier.

5. Autres

- Difficultés à développer tant un accompagnement juridique payant des consommateurs que des formations payantes pour le grand public (manque de temps, de personnel, etc.).
- Fin en décembre 2025 de la revue numérique trimestrielle '*Consommer aujourd'hui*' qui n'a pas su reconquérir le lectorat du bimestriel papier *Le Consommateur d'Alsace*, ni attirer de nouvelles cibles.
- Poursuite du remboursement du prêt garanti par l'État souscrit en 2020 (jusqu'en juillet 2026).

3) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

1. **Dissolution de l'INC au 31 mars 2026** et désignation d'un liquidateur pour la reprise ou non du journal *60 millions de consommateurs* ; les CTCR&SRA repassent sous la tutelle directe du Ministère de l'Economie via la DGCCRF, laquelle ne répond pas pour l'heure à nos interrogations sur les financements 2026.

Par message du 30 avril 2026, les président-e-s des CTCR&SRA ont été conviés à "*un échange par visioconférence sur le financement des CTCR pour l'année 2026*" par Monsieur Thibault HENRY DE VILLENEUVE, conseiller commerce et lutte contre la fraude au cabinet de Monsieur Serge PAPIN, Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat. Les CTCR&SRA ne font pas partie des priorités de l'Etat ; pour autant une suppression des financements n'a pas été annoncée. La répartition de l'enveloppe allouée au consumérisme (10,3 millions dont 8 millions pour la liquidation de l'INC) devrait être arbitrée au mieux fin mai.



2. **Changement de majorité au niveau de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg** suite aux élections municipales ; un rendez-vous est à programmer avec l'élu-e en charge de notre dossier pour consolider la convention triennale d'objectifs signés en octobre 2025.
 3. **Renégociation d'une convention triennale avec le SDEA** (Syndicat des eaux et de l'assainissement) Alsace-Moselle pour un montant de 25 000 € par an ; le projet a été finalisé et doit être présenté au conseil d'administration de notre partenaire en juin.
 4. **Nouveau co-financement du FSE+** (Fonds social européen) en cours d'examen pour un montant de 50 000 € en vue de réaliser des actions destinées à la promotion des acteurs de l'économie sociale et solidaire ; une réponse devrait être apportée à partir du mois de juin.
 5. **Début de mise en œuvre des axes de développement dégagés à la suite du DLA** : montage des formations '*Intelligence artificielle*' et '*Protection des données personnelles*' et premier test auprès de publics seniors, organisation de rencontre avec une mutuelle de l'ESS, inscription au Forum Innov'age organisé par la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)...
- Mais le manque de bénévoles est un frein à la promotion de ces actions.
6. **Projet de modifications statutaires** qui sera présenté lors d'une assemblée générale extraordinaire le 1^{er} juin 2026 en vue d'adapter l'objet de l'association aux réalités actuelles et redéfinir les règles de quorum dans le cadre des réunions statutaires

4) CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Le bénéfice "record" enregistré en 2025 résulte uniquement de la vente des locaux professionnels apportés par la Fédération des associations du Mouvement familial d'Alsace en 2020.

Parallèlement, l'année 2026 a débuté sous la plus grande des incertitudes quant au financement des CTRC&SRA par l'Etat. La situation économique de l'association, dont les ressources reposent pour l'essentiel sur des financements publics, demeure donc extrêmement fragile en raison de l'annonce d'une réduction des dépenses publiques tant par l'Etat que par les collectivités.

Dans ce contexte, l'équipe de la CCA-GE reste très vigilante sur les dépenses de la structure et multiplie les démarches en vue de trouver de nouvelles sources de financement.

A la date d'arrêtés des comptes, la direction n'a pas connaissance d'autres incertitudes qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité.

II. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont les caractéristiques suivantes :

- Total bilan : 277 545,79 €
- Résultat : 76 914,80 €

Le résultat 2025 de + 76 914,80 € résulte de la vente d'un local professionnel qui nous avait été apporté fin 2020 par une association membre en cours de dissolution.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 16/03/2026.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025 ont été établis conformément au plan comptable général et les règlements de l'autorité des normes comptables (ANC).

Le plan comptable général constitue la référence en matière d'informations financières et comptables.

Les particularités des associations et fondations sont prises en comptes par des adaptations du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont énoncées ci-après.

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
205100 - Logiciels	4
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
211000 - Terrains	Non amortissable
213100 - Bâtiments	50 ans
213520 - Immeuble rue des Balayeurs	20 ans
218100 - Installations gales, agencements, aménagements divers	8 ans
218200 - Matériel de transport	6 ans
218300 - Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
218301 - Equipement de bureau	3 ans
218304 - Matériel secteur EIE	3ans
218400 - Mobilier	5 ans
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
27500 - Dépôts et cautionnements	Non amortissable



1) CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2) DISPONIBILITÉS

Les liquidités disponibles en banque et en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

3) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

4) CHANGEMENTS COMPTABLES

Au cours de l'exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre le règlement ANC n° 2022-06 sur la modernisation des états financiers, mis en application à la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est depuis l'exercice 2022, a été étendu.

Les changements de méthodes comptables induits par l'application des nouvelles dispositions du règlement (nouvelle définition du résultat exceptionnel, nouveaux schémas d'écritures comptables liés à la suppression de la technique des transferts de charges, classement de la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt...) s'appliquent à compter de l'exercice clos au 31 décembre 2025, sans emporter de retraitement des comptes antérieurs, soit de l'exercice de l'année 2024.

Pour exemple, les produits et charges identifiés comme exceptionnels dans les comptes 2024 ne doivent pas être réappréciés dans la colonne comparative 2024 et ne font donc pas l'objet d'un retraitement selon la nouvelle définition du résultat.

L'exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 intègre dans le résultat d'exploitation des comptes auparavant inscrits dans le résultat exceptionnel.

Tel est le cas de la quote-part des subventions d'investissements anciennement comptabilisée dans un compte 777x. « Produits exceptionnels » et qui est dorénavant comptabilisée dans un compte 747x. « Subventions d'exploitation ».

Il en est de même pour les comptes 671x. (Charges exceptionnels) qui figurent dorénavant dans un compte 654x. (Autres charges de gestion courante) ; ainsi que pour les comptes 771x. « Produits exceptionnels » qui se retrouvent dans un compte 754x. (Autres produits de gestion courante ».

La suppression des comptes de transferts de charges entraîne :

- soit des augmentations de ressources d'exploitation,
- soit des diminutions de charges (notamment les comptes liés aux charges de personnel).

En ce qui concerne la CCA-GE, en 2025, il y a eu 255 000 € d'éléments relevant antérieurement du résultat exceptionnel correspondant à la vente, d'un, local professionnel.

III. NOTES SUR LE BILAN

1) Tableau des immobilisations :	page 14
2) Tableau des amortissements :	page 15
3) Tableau des provisions :	page 16
4) Etat des créances et dettes :	page 17
5) Produits à recevoir :	page 18
6) Charges à payer :	page 19
7) Charges constatées d'avance :	page 20
8) Produits constatés d'avance :	page 21
9) Tableau de variation des Fonds Dédiés :	page 22
10) Tableau de variation des Fonds Propres :	page 23
11) Tableau de variation des Subventions d'Investissement :	page 24
12) Legs, donations et assurances-vie :	page 25
13) Tableau de variation des Fonds Reportés :	page 26

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	4 490,90		3 885,00			8 375,90
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 490,90		3 885,00			8 375,90
CORPORELLES	Terrains	24 173,47				19 600,00	4 573,47
	Constructions sur sol propre	122 971,88					122 971,88
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	176 400,00				176 400,00	0,00
	Instal. techn., matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	6 348,72					6 348,72
	Matériel de transport	16 000,00					16 000,00
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	31 751,22					31 751,22
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	377 645,29				196 000,00	181 645,29
BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS							
FINANCIÈRES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	100,00					100,00
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	100,00					100,00
TOTAL		382 236,19		3 885,00		196 000,00	190 121,19

Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 490,90	327,35		4 818,25
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 490,90	327,35		4 818,25

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement, aménagement	116 503,28		12 808,56	103 694,72
	Instal. technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	5 973,95	136,20		6 110,15
	Matériel de transport	16 000,00			16 000,00
	Matériel de bureau, mobilier	31 574,03	96,66		31 670,69
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	170 051,26	232,86	12 808,56	157 475,56

TOTAL	174 542,16	560,21	12 808,56	162 293,81
--------------	-------------------	---------------	------------------	-------------------



Provisions

Etat exprimé en euros

Début exercice

Augmentations

Diminutions

31/12/2025

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	33 500,00			33 500,00
	Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	33 500,00	0,00	0,00	33 500,00
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	Sur immobilisations				
	incorporelles				
	corporelles				
	legs ou donations				
	des titres mis en équivalence				
	titres de participation				
	autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GENERAL					

Dont dotations
et reprises

- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

33 500,00

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5° du C.G.I.



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CRÉANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	2,57	2,57	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	67,00	67,00	
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	86 715,35	86 715,35	
	Charges constatées d'avance	3 308,64	3 308,64	
TOTAL DES CRÉANCES		90 093,56	90 093,56	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (pers. physiques)				

Etat exprimé en euros

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	9 444,27	0,00		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 357,79	36 357,79		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	16,46	16,46		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	12 608,57	12 608,57		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	16 273,69	16 273,69		
TOTAL DES DETTES		74 700,78	65 256,51	0,00	0,00
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		16 365,54			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2025

TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR		86 715,35
Autres créances		
<i>SUBVENTIONS À RECEVOIR</i>		86 099,25
<i>PRODUITS À RECEVOIR</i>		616,10



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2025

TOTAL DES CHARGES À PAYER		37 908,57
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES</i>		
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION CONGES À PAYER</i> <i>PROVISION CHARGES SOCIALES / CONGES À PAYER</i> <i>PROVISION AUTRES TAXES À PAYER</i>		18 741,00 6 559,00
Autres dettes <i>PROVISION CHARGES À PAYER</i>		12 608,57





Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

Période	Montants	31/12/2025
01/01/2026 - 31/12/2026	16 273,69	16 273,69
	176,97	176,97
	76,72	76,72
	16 000,00	16 000,00
	20,00	20,00
01/01/2026 - 31/12/2026		
01/01/2026 - 31/12/2026	0,00	0,00
TOTAL		16 273,69



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	Dont rembour- sements		Montant global	Dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres avec droit de reprise	196 000,00			196 000,00	-
Autres fonds propres sans droit de reprise	-		196 000,00		196 000,00
Ecart de réévaluation					-
Réserves statutaires ou contractuelles					-
Réserves pour projet de l'entité	65 717,64				65 717,64
Autres réserves					-
Report à nouveau	-168 997,46	-9 071,22			-178 068,68
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 071,22	9 071,22	76 914,80	-	76 914,80
Situation nette	83 648,96	-	272 914,80	196 000,00	160 563,76
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	9 878,87			1 097,62	8 781,25
Provisions réglementées					
TOTAL	93 527,83	-	272 914,80	197 097,62	169 345,01

Le résultat 2025 de + 76 914,80 € résulte de la vente d'un local professionnel qui nous avait été apporté fin 2020 par une association membre en cours de dissolution.

En l'absence de cette opération, le résultat se serait établi à + 2 911 € (suite au retrait du compte de résultat de la Valeur comptable des éléments d'actif cédés pour 180 996,20 € côté charges et des Produits des cessions d'éléments d'actif pour 255 000 € côté produits).



Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros

	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	0,00		0,00	0,00
Autres subventions d'investissement	9 878,87		1 097,62	8 781,25
Montant nominal	9 878,87	0,00	1 097,62	8 781,25
Quotes-parts virées au compte de résultat			1 097,62	



Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros		31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS Montant perçu au titre d'assurances-vie Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définies à l'article 231-9 Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations Total des produits			
CHARGES Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Report en fonds reportés liés aus legs ou donations Total des charges			
SOLDE			

NÉANT



Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros

Fonds reportés clôture 31/12/2024	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2025
--------------------------------------	--------	-------------	---

Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

NÉANT



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) **Compte de Résultat par Origine et Destination :** pages 28 et 29

2) **Tableaux des produits et charges exceptionnelles :** page 30



Compte de Résultat par Origine et Destination

Etat exprimé en euros

31/12/2025

31/12/2024

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	1.1 Cotisations sans contrepartie		
	1.2 Dons, legs et mécénat	207,00	233,50
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurances-vie		
	- Mécénat		
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	2 - PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	2.1 Cotisations avec contrepartie	7 220,00	6 970,00
	2.2 Parrainage des entreprises		
CHARGES PAR DESTINATION	2.3 Contributions financières sans contrepartie		
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	208 634,02	187 759,83
	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	153 027,32	153 034,79
	4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS		192,20
	5 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS		
	6 - PRODUITS DES CESSIONS D'ÉLÉMENTS D'ACTIF	255 000,00	
	Total des produits par origine	624 088,34	348 190,32
	1 - MISSION SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	294 318,55	279 154,12
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	66 992,20	66 152,72
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	4 866,59	11 954,70
	5 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
	6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE		
	7 - VALEURS NETTES COMPTABLES DES ÉLÉMENTS D'ACTIFS CÉDÉS	180 996,20	
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	Total des charges par destination	547 173,54	357 261,54
EXCÉDENT OU DÉFICIT		76 914,80	-9 071,22

Etat exprimé en euros

31/12/2025

31/12/2024

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	Bénévolat	30 680,10	32 836,32
	Prestation en nature		
	Dons en nature		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
Total des produits par origine		30 680,10	32 836,32
CHARGES PAR DESTINATION	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
	Réalisées en France		
	Réalisées à l'étranger		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
	3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	30 680,10	32 836,32
Total des charges par destination		30 680,10	32 836,32



Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2025

Total des produits exceptionnels		0,00
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
PRODUITS/EXERCICES ANTÉRIEURS		
Total des charges exceptionnelles		0,00
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
CHARGES/EXERCICES ANTÉRIEURS		
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Résultat exceptionnel		0,00



IV. AUTRES INFORMATIONS

1) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS

- Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus
Le dépôt de garantie d'un montant de 75,00 € perçu lors de la mise en location d'un emplacement de parking situé rue des Balayeurs a été remboursé concomitamment à la vente des locaux apportés par la Fédération des associations du Mouvement familial d'Alsace ;
- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées
Aucun engagement financier donné et reçu au courant de l'exercice 2025 ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes
Aucun engagement financier donné et reçu au courant de l'exercice 2025.

2) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes
L'évaluation des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes pour l'exercice 2025 représente 2 582,50 heures valorisées à 30 680,10 € ;
- Des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité
Aucune contribution en biens (ou dons en nature) pour l'exercice 2025 ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services
Aucune contribution en services pour l'exercice 2025.

3) EFFECTIF

L'effectif moyen employé pendant l'exercice 2025 s'établit à 6,73 ETPT.





CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

**7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6**

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI N° 71 STRASBOURG

RAPPORT SPECIAL

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Sur les Opérations Visées par l'Article L 612-5
Du Code du Commerce**

Exercice 2025

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice 2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur des conventions réglementées visées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice et dont nous avons été avisés en application de l'article R. 612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Dans le cadre de ces dispositions, nous vous informons que :

Votre association a procédé en 2025, au remboursement de la somme de 334,67 euros, correspondant aux frais de déplacements des administrateurs suivants :

NOM	Debit
PAUL TEDESCHI	87 €
ARBOUCHE	84, 30 €
Mme CAILLER	163,37 €
TOTAL	334,67 €
NOM	Credit
PAUL TEDESCHI	87 €

Votre association a bénéficié en 2025 d'un don de 87 euros fait par Monsieur Paul TEDESCHI.

Aucune autre convention entrant dans le champ d'application du texte susvisé ne nous a été signalée et les vérifications auxquelles nous avons procédé n'ont pas fait apparaître d'autres opérations traitées par votre association avec un de ses dirigeants.

STRASBOURG, 07 mai 2026

MAGAR AUDIT & ASSOCIES
Le Commissaire aux Comptes,

Richard PATIA